

La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE EN ÉCONOMIE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1021 - mai 2002 - SOMMAIRE :

• ÉDITORIAL

page 2 Réveil brutal.

MARIE-LOUISE DUBOIN

C'est parce qu'il y a une tare dans les institutions de la Vème République que lorsque le peuple reproche à la gauche sa timidité, son vote l'amène à ne pouvoir plus choisir qu'entre la droite et l'extrême droite.

• ACTUALITÉ

AVANT LES LÉGISLATIVES

page 4 Lettres ouvertes à deux candidats. ROLAND POQUET

Deux lettres amicalement adressées à une candidate des Verts et à un député du PCF.

page 7 Au fil des jours.

JEAN-PIERRE MON.

C'est l'insécurité financière qui est un problème majeur, l'actualité le montre, mais les politiciens, en n'osant pas l'aborder, ne changeront rien.

page 11 Frêle digue.

JEAN LE RIGOLLEUR.

Un flot d'idées nauséabondes s'est répandu. Il risque de gonfler si de nouveaux élus ne se décident à répondre aux aspirations de la base.

• TÉMOIGNAGES

page 8 Une histoire de piscine.

d'après LILY.

Une expérience vécue montre qu'on peut venir à bout de la violence de certains enfants non par la ségrégation, mais en parlant posément avec eux.

page 10 Insécurité et lobbying.

MARGUERITE LAURENT.

La doyenne de nos lectrices commente ce qu'elle observe dans sa montagne.

• HORS DE L'HEXAGONE

page 13 Et la Tchétchénie ?

Ni Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, ni Union européenne n'osent interpellier les autorités russes à propos des droits des victimes civiles. Lobbying aussi ?

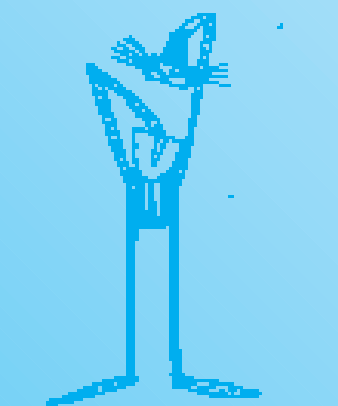
page 12 Les nouveaux emplois au Proche Orient PAUL VINCENT.

Israël envisage d'importer des pauvres du Tiers monde pour les charger des tâches ingrates accomplies aujourd'hui par les Palestiniens, quand ceux-ci auront été éliminés.

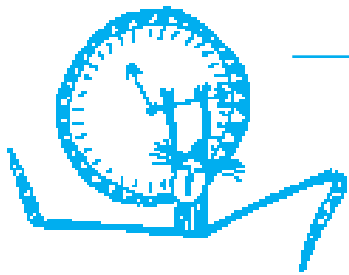
• ACTIONS ET DÉBATS CITOYENS

page 14 Le chaud et froid d'un week end.

À Mulhouse, l'inauguration de la Maison de la Citoyenneté Mondiale avait permis de découvrir l'action citoyenne entreprise, mais c'était avant la percée du Front...



• UN RÉSUMÉ SUCCINCT DE NOS PROPOSITIONS FIGURAIT, EN QUATRE PAGES, DANS NOTRE N° 993.



Réveil brutal...

par Marie-Louise Duboin

1. compte tenu des délais d'impression et maintenant de distribution pour les "petits titres"... Car l'ouverture au marché des services publics, dont l'acheminement du courrier, menace sérieusement ces "petits" moyens d'information et de débat citoyen qui ont le courage de vouloir survivre sans subvention, sans publicité.

Le réveil a été brutal chez tous ceux qui croyaient, avant ce 21 avril, que le danger "frontiste" était écarté. Cependant, deux jours plus tard, à l'heure où j'écris, on peut craindre qu'une propagande bien menée fasse hésiter certains électeurs ou abstentionnistes systématiques, à participer au seul barrage démocratique qui soit encore possible dans l'immédiat contre l'élection du candidat national-socialiste français : voter contre lui au second tour, même s'il faut pour cela se boucher le nez. Sinon, tous les efforts que nous avons faits ensemble, au long de plusieurs dizaines d'années, pour faire réfléchir posément, hors de toute ambition électoraliste, objectivement, au changement de civilisation en cours et à ses conséquences, jusqu'à avoir des propositions réalistes ouvrant vers une société solidaire, durable et sans exclusion, tous ces efforts auront été vains. C'est la violence qui forcera l'évolution. Mais alors, vers quoi ? Il sera trop tard pour éviter les dégâts et l'occasion aura été manquée d'évoluer raisonnablement avec ces "utopistes" qui n'ont rien à vendre, mais ont avant tout le souci des droits de l'Homme...! On peut donc vraiment être inquiet, surtout quand on se rappelle qu'Hitler a été élu démocratiquement par un peuple qui, déboussolé devant la montée du chômage, constatait que les précédents élus n'arrivaient pas à y remédier.

La réaction spontanée des "jeunes", qui, furieux de n'avoir pas vu venir le coup, se sont précipités dans la rue pour affirmer leur refus de la montée du racisme, a fait chaud au cœur. Mais cela suffira-t-il ? On est effaré devant le manque d'espoir manifesté par exemple par des chômeurs qui en sont arrivés à voter pour le "guide" de l'extrême-droite. Ils ont oublié son passé (et pas seulement en Algérie), toutes ses violences (et pas seulement verbales), ils ont ignoré ce qu'a fait son parti dans les villes qu'il a gérées, ils ont été dupes d'une propagande démagogique extrêmement perfide, menée sans aucun scrupule, sans souci de vérité, et avec l'appui non négligeable d'une énorme fortune dont ils ne se demandent pas de quoi elle est faite. Il y a aussi parmi ces électeurs de braves gens qui sont déboussolés parce que la gauche a cessé de les entendre, n'a pas su prendre leurs soucis en considération et leur apporter l'espoir du profond changement dont ils ont besoin.

Alors ils ont voté sans le voir pour un changement opposé à celui auquel ils aspirent. C'est ce drame que nous sommes en train de vivre.

Le second tour aura eu lieu quand paraîtra ce numéro¹, il est donc inutile d'insister ici sur la nécessité de rectifier le premier, mais il reste évident qu'il n'exprimait pas le désir d'avoir à choisir entre un super-menteur traînant ses casseroles et un fasciste éhonté. Il est anormal que le vote du peuple qui reprochait à Jospin de n'être pas assez à son écoute, donc pas assez à gauche, soit transformé en un vote vers la droite et l'extrême droite. Ce qui a été mis en évidence, c'est donc une énorme tare dans les institutions de la Vème république, née d'un coup d'État et conçue pour un homme sûr de lui. Car le résultat, dans le même contexte, aurait été totalement différent si la Constitution avait prévu, comme pour les législatives, une règle selon laquelle restent en lice au second tour tous les candidats ayant obtenu plus qu'un certain minimum au premier, par exemple 15 %, ou 10 %, ou bien un taux dépendant du nombre total de candidats.

Tant que la démocratie est uniquement élective, c'est-à-dire tant que le peuple ne peut s'exprimer, sur une orientation qui touche tant de questions à la fois, que par un vote **nominal** et tous les 5 ans, il faut au moins que ce vote puisse exprimer des critiques sans être transformé en sens opposé !

Beaucoup de gens déplorent aujourd'hui de voir que Jospin, l'un des responsables politiques les plus intègres, soit le seul à avoir payé comptant ses erreurs, alors que d'autres méritaient bien plus que lui la gifle qu'il a reçue. Mais pouvait-on cependant l'approuver sans nuance ? En disant lui-même que son programme n'était pas socialiste, il a montré qu'il cherchait à ramasser des voix sur sa droite, de sorte que c'est bien son ambition qui l'a perdu. Quand il a montré dans cette campagne, que, comme ses rivaux, il suivait les directives de conseillers en communication, donc qu'il menait, lui aussi une campagne à l'américaine, il a déçu; car ses électeurs, au vu de sa rigueur et de sa droiture affichées, espéraient de sa part une conviction qu'ils avaient renoncé à attendre des autres. Par exemple, toute cette campagne électorale a fini par tomber dans le piège de l'insécurité tendu par le parti national-socialiste, et entretenu par les médias². La réaction spontanée de Jospin a été d'avouer honnêtement qu'il avait compté sur la diminution du chômage pour la voir régresser. Cela lui valut une volée de bois vert, sous prétexte de naïveté. Mais pourquoi alors a-t-il fait marche arrière et rivalisé à coups de projets de répression pour gagner des voix? S'il avait été plus

2. En témoignent les électeurs ce petit village d'Alsace, parfaitement paisible, sans délinquance ni violence et même sans chômage qui ont voté massivement pour l'extrême droite par peur de ce qu'ils «avaient vu à la télé» !

sincère, il aurait au contraire osé le débat sur la montée des violences, et pas seulement celle des petites délinquances. Il aurait été amené à dénoncer *toutes* les causes d'insécurité, à commencer par celles que la marchandisation des services publics entraîne pour la santé, pour l'alimentation, pour l'environnement, pour les routes prises d'assaut par de monstrueux camions². Alors se serait enfin ouvert le vrai débat de société attendu à la place de cette affaire d'experts en communication.

Le tort de Jospin a été de ne pas oser prendre le risque d'être amené à reconnaître que, malgré tous ses efforts, dont personne pourtant ne doutait, s'il n'a pas réussi à enrayer le chômage et la précarité, sources de violences, c'est parce que cela ne dépend pas du pouvoir politique. Mais pourquoi ne pas dire clairement et publiquement que cela résulte du pouvoir économique, lequel obéit à l'idéologie néolibérale ? Pourquoi a-t-il eu peur de remettre celle-ci en cause ? Il avait tout à gagner d'un tel effort de vérité. A-t-il manqué de lucidité pour le comprendre, ou de courage pour assumer la réflexion que cette sincérité aurait

entraînée dans l'opinion ? Je ne résiste pas à rappeler ci-dessous l'avertissement que lui avait lancé ici P. Robichon en 1997.

D'autre part, Jospin s'est engagé avec Chirac aux sommets européens. Ils ont pris ensemble des décisions, par exemple à Barcelone en mars dernier, sur la privatisation de l'énergie, sur le recul de 5 ans de l'âge de la retraite, et sur les fonds de pension. Pourquoi a-t-il accepté d'engager ainsi la France et l'Europe sans avoir consulté *avant* les représentants du peuple ? Les deux "sortants" ont fait croire que le débat serait ouvert ensuite, comme s'ils n'avaient pas pris ensemble d'aussi graves décisions. C'est pour cela que des électeurs ont cessé de voir la différence entre droite et gauche.

Hélas, quand les responsables du PS croient aujourd'hui tirer la leçon du 21 avril en disant qu'ils n'ont pas su se faire comprendre, ils ne font que s'enfoncer. Oui, ils ont été compris, mais ils ont été désapprouvés parce qu'ils se sont vantés d'avoir réussi alors que leurs électeurs attendaient autre chose.

Le plus inquiétant, c'est que les autres sont pires...

2. A-t-il eu peur à ce propos, que lui soient posées des questions telles que pour qui roulent-ils ? Pourquoi transportent-ils si souvent les mêmes choses en sens inverses ? Sont-ils si nécessaires ? Qui paie les dégâts qu'ils font ? Etc...

Lettre ouverte à

Lionel J'ose-pas

En lisant, en relisant les grandes orientations que vous avez proposées aux Français le 18 mars, nous les avons trouvées bien tièdes. Tant de sollicitude pour les entreprises, tant de souci pour la "croissance", ce mot fourre-tout qui est censé signifier à la fois prospérité, profit et bonne santé des marchés. Est-ce là dessus qu'il faut mobiliser les citoyens si l'on croit encore que le "socialisme" est un mot porteur de changement ?

Il est temps d'oser. Il est temps d'oser dire aux Français que plus les entreprises augmentent leur productivité pour répondre à une concurrence féroce, plus elles se débarrassent de travailleurs dont elles n'ont plus besoin : c'est donc que la croissance existe, mais que ses fruits sont confisqués. Autrement dit que le chômage, c'est la résultante d'une masse de richesses produites de plus en plus facilement avec de moins en moins de travailleurs.

Il faut oser maintenant, cher Lionel Jospin, vous appuyer sur ces chômeurs rejetés comme "sous-produits" d'un système qui peut fabriquer de la richesse sans eux. Ils ne sont pas les "exclus" d'un système inéluctablement maître du monde : ils sont le ferment d'une société différente.

Il faut oser, pour les faire basculer dans votre camp, leur donner les clés de la révolte : il n'y a plus, il n'y aura plus jamais de rapport entre la masse de richesses produite avec une automatisation grandissante et la quantité de travail humain qui aurait été nécessaire il y a 50 ans. Par conséquent, il faut oser dénoncer le système "libéral", ce capital qui n'a aucun scrupule à mettre à la poubelle des millions de travailleurs et à demander à l'État de s'en occuper.

Il faut oser, cher Lionel Jospin, écrire un autre programme, qui incitera les citoyens, chômeurs en tête, à réclamer une part sans cesse grandissante de la richesse produite sans eux. Votre programme ressemble, hélas, à quelques nuances près, à celui des libéraux qui nous gouvernent.

Philippe Robichon

reproduit de *La Grande Relève*, N° 966, mai 1997.

C'est maintenant Roland Poquet, ancien Directeur de Scène Nationale, qui essaie de faire entendre à deux de ses amis, futurs candidats aux élections législatives, ce qui nous paraît être la voix de la raison :

Lettres ouvertes

à deux candidats à la députation

Chère amie,

Je suis sans nouvelles de vous depuis quelques mois, mais je sais vos occupations actuelles et surtout votre préoccupation du moment: vous êtes candidate aux élections législatives du mois de juin prochain. Cette décision vous honore. Vous êtes jeune et de surcroît intelligente, passionnée et intègre, trois qualités que j'ai pu apprécier lors de notre récente collaboration dans la même Entreprise. Vous avez le sens du devoir public. Vous appréciez les valeurs défendues par votre Parti, attaché à faire naître les conditions d'un développement durable pour l'humanité. Votre culture économique tranche avec celle de vos co-listiers ou adversaires: vous avez beaucoup lu Jacques Duboin, vous avez exposé les thèses de l'économie distributive à Dominique Voynet alors que vous faisiez partie de son secrétariat et, à deux ou trois reprises, vous avez fait bénéficier *La Grande Relève* de vos réflexions sous forme d'articles mémorables.

Il y a quelques mois, vous m'avez demandé de vous envoyer quelques notes destinées à alimenter le chapitre "culture", l'un des points faibles, selon vous, du programme de votre Parti. Je vous ai envoyé quelques réflexions générales, dont la banalité a dû vous consterner. Je vous avouerais que je l'ai fait sans grande conviction et pour cause: ce qui avait mobilisé les esprits en 1981 n'est plus à l'ordre du jour vingt ans après – le rouleau compresseur du tout-économique a éliminé toute réflexion sur notre devenir culturel - et seuls quelques cinéastes récalcitrants se sont émus de la suppression de l'exception culturelle française, annoncée en décembre dernier par Jean-Marie Messier, notre futur Berlusconi.

Au delà de ces généralités, j'aimerais revenir plus en détails sur une réflexion que je vous ai soumise et qui me tient à cœur: la relation entre travail et temps libre qui sous-tend le développement culturel. Tout au long de la campagne pour les présidentielles, vous avez remarqué que le cheval de bataille de nos candidats n'était plus tant l'emploi que la sécurité; il risque d'en être de même pour les législatives. La conséquence en est redoutable: en répercutant à l'envi cette nouvelle donne, les médias finissent par faire admettre à l'opinion la pérennité d'une zone de pauvreté concernant plusieurs millions d'individus. Un examen attentif révèle cependant, chez trois candidats, le souci de mettre en place un dispositif, appelé compte-formation, qui permettrait à tout citoyen, à partir de 18 ans, de se former tout au long de sa vie, qu'il connaisse ou non une ou plusieurs périodes de chômage. Noël Mamère garantit un droit de tirage de 60 mois de formation professionnelle. Jacques Chirac et Lionel Jospin vont plus loin et proposent tous deux - qui a copié sur l'autre ? - un compte-formation tout au long de la vie active. Loin de moi l'idée de nier la nécessité d'une formation pour tout un chacun. Je ferais remarquer cependant qu'il s'agit encore et toujours, dans l'esprit des trois candidats, de formation professionnelle, exclusivement. L'erreur est dans l'obsession malade *«de former des garçons et des filles dans la seule perspective du travail qui ne leur sera pas demandé, de la situation qu'ils n'obtiendront pas, de l'emploi qui ne leur sera jamais offert»*. Ces quelques lignes que j'emprunte à un ouvrage que vous avez résumé en son temps¹ dans *La Grande Relève* renvoient étrangement à un article édifiant intitulé "Nicole" que la GR. a fait paraître récemment². Car de deux choses l'une. Ou bien nous souhaitons maintenir une société reposant sur le travail à perpétuité - c'est apparemment l'attitude adoptée par nos trois candidats. Ou bien - et je ne résiste pas au plaisir de citer à nouveau Renaud Camus - nous faisons partager notre conviction que *«le loisir sera la grande affaire du monde qui s'entrevoit, loisir de voir et de savoir, d'éprouver et de s'éprouver, de connaître et de naître indéfiniment à soi-même. À nous d'éviter qu'il soit simple oisiveté, et de garantir qu'il n'est pas désœuvrement et ennui, voire violence»*. Cette dernière phrase, à

1. Qu'il n'y a pas de problème de l'emploi, Renaud Camus, éd. P.O.L., GR 947, 1995.

2. Nicole, GR 1016, 2001.

Celui qui cesse d'élargir ses connaissances et de fortifier son caractère, c'est à dire de travailler sur soi afin de tirer de soi le meilleur parti possible, a cessé de vivre.

Thomas Bernhard.
Extinction
(Gallimard p. 54).



elle seule, suffit à expliquer les désordres qui accablent chaque jour davantage notre société. Dans cette seconde hypothèse, la façon d'envisager la relation entre travail et temps libre changerait radicalement. D'autant plus qu'elle trouverait son application dès l'école élémentaire et non à partir de 18 ans seulement: conforter les apprentissages premiers (lire, écrire, compter), multiplier les filières et les options, mais surtout penser à former des êtres qui sauront quoi faire de leur temps libre. «*En faisant des enfants un rouage de la machine économique, nous fonçons vers un enfer créé par nous-mêmes*» nous prévient le réalisateur de cinéma Hayao Miyazaki. Cette formation ainsi conçue dès l'école élémentaire se développerait sans interruption pendant l'adolescence et l'âge adulte. Elle irait tout naturellement dans le sens des mesures que nous préconisons dans ce mensuel:

1. La formation tout au long de la vie est un nouveau droit.
2. Elle permet d'accorder à chacun un revenu qui ne correspond pas à un emploi précis: notre marche légendaire vers la rupture du lien entre l'emploi et le revenu marque encore un point.
3. Elle favorise l'émergence d'une vie professionnelle où périodes de formation alterneraient avec périodes de travail et d'activités; en d'autres termes, toute interruption d'emploi, volontaire ou involontaire, dans la vie active mettrait le citoyen en situation de suivre une formation.
4. Conséquence inattendue: toute personne utilisant volontairement son compte-formation cède momentanément son emploi à une autre personne en recherche d'emploi et provoque ainsi une réduction du chômage.
5. La formation au sens où nous l'entendons nous introduit peu à peu à une société aux loisirs enrichis et constitue le seul antidote à la barbarie qui nous guette.

Vous aurez compris, chère amie, qu'en reliant travail, formation et temps libre, je me suis efforcé de me situer au cœur de votre questionnement: quel programme culturel pour les Verts ? À vous d'en apprécier ou non la pertinence.

Vous m'avez dit que votre adversaire principal appartenait au groupe "démocratie libérale": votre conviction en faveur d'une démocratie libérée fait que le duel risque d'être somptueux. Tous mes vœux vous accompagnent.

Sincèrement vôtre.

Roland Poquet.

Monsieur le Député et cher ami,

Lorsque, jeune professeur d'éducation physique, tu me chronométrais sur 60 mètres pour estimer mes chances de participation au championnat universitaire d'athlétisme, je ne me doutais pas que tu serais un jour député et vice-président de l'Assemblée Nationale. Ton combat politique a toujours été conforme à la ligne que tu t'étais tracée. Je dirais même que tu te situes plus que jamais dans la frange la plus déterminée du Parti auquel tu as consacré toute ton énergie, le Parti Communiste Français. Tu t'es donné comme devoir de poursuivre l'action engagée par tes prédécesseurs: comme eux, tu as mis tout en œuvre pour préserver la dignité des mineurs de charbon du Nord Pas de Calais et, par extension, de tous les travailleurs.

Nous ne nous sommes jamais perdus de vue, mais pour la première fois tu m'as accordé une heure de chaleureuse discussion. Tu as convenu toi-même que ce début de XXI^{ème} siècle offrait matière à de multiples interrogations et j'ai saisi cette opportunité pour aborder les problèmes qui me tiennent à cœur: la place du travail dans la société, la distribution des revenus et le rôle de la monnaie.

Je n'ai pas eu l'outrecuidance de te décrire la mise à mal du travail dans notre Région, tu en as connu de près les innombrables victimes dans chaque secteur concerné: charbon, métallurgie, textile, verrerie... Sans espoir de retour. Le résultat est affligeant: des taux de chômage atteignant parfois 20 % ! Malgré ton attachement à la notion de travail, j'ai cru deviner que tu étais moins assuré que nos libéraux du retour du plein emploi. Avec prudence, j'ai avancé l'hypothèse qu'il

faudrait peut-être un jour ne plus attendre de l'emploi qu'il assure la distribution des revenus si l'on voulait supprimer la misère; que des revenus de plus en plus nombreux et conséquents étaient distribués indépendamment de tout travail fourni et que cela provoquerait à terme la rupture du lien emploi-revenu; qu'un revenu minimum garanti accordé à tout citoyen serait une première mesure souhaitable... Ton regard s'est peu à peu voilé comme si le fait de ne plus accorder au travail la place importante qu'il occupe dans ton esprit tournait au crime de lèse-majesté. J'ai abandonné ce terrain glissant, avec le regret de ne pouvoir développer davantage cette réflexion. J'avais envie de te dire qu'en ce temps de détresse pour beaucoup de ressortissants du monde ouvrier, victimes des licenciements, du travail précaire ou à temps partiel, des délocalisations..., la préservation de la dignité de tout un chacun passait par le droit de détenir une parcelle de la richesse créée par eux-mêmes, et que c'est seulement quand cette part de richesse est obtenue que le travail à accomplir est réparti entre tous. Qu'il n'est en aucun cas question de supprimer le travail qui accorde à l'homme une activité à laquelle il aspire et définit une bonne part de sa culture, mais d'inverser les termes: non plus un travail comme condition sine qua non de la dignité, de l'activité et de la culture, mais d'abord et avant tout un revenu pour pouvoir ensuite exercer pleinement et sereinement les activités nécessaires au

développement harmonieux de nos sociétés. Avec le recul, j'estime que j'ai bien fait de n'être pas allé jusqu'au bout de mon exposé car tu risquais de t'écrier: mais c'est du communisme ! Tu vois dans quel embarras tu nous aurais mis tous les deux.

J'ai donc abordé, ainsi que je me l'étais promis, le problème de la monnaie et, contre toute attente, j'ai eu l'impression de fouler un terrain moins mouvant. Mieux même, à l'évocation des actions de l'association Attac, tu as avoué ta sympathie pour cette façon de contrecarrer la spéculation, le pouvoir des financiers, le piège de Maastricht... J'ai alors saisi l'occasion d'intervenir pour réclamer l'abandon d'une monnaie circulante, thésaurisable, spéculative, au profit d'une monnaie s'annulant lors du premier achat, seule susceptible de contrecarrer efficacement la règle du jeu prônée par le néo-libéralisme ... Tu as froncé les sourcils. Je t'ai alors indiqué que cette mesure était portée par diverses écoles de pensée dont la plus représentative était celle de Jacques Duboin. Ton visage s'est alors éclairé et tu m'as dit: «mais ce mouvement existait déjà avant guerre ?» Je n'ai pu qu'approuver, ravi que ta culture politique et économique fût aussi large. Je t'ai laissé des documents. Et nous avons pris congé, assurés l'un et l'autre que cette première réflexion aurait des suites, une fois les élections législatives passées.

Sois assuré, Monsieur le Député et cher ami, de mes encouragements les plus sincères pour cet examen de passage des 9 et 15 juin prochains.

Très cordialement.

Roland Poquet.



par Jean-Pierre Mon

Il est grand temps que les "politiques" prennent conscience qu'ils ne pourront pas résoudre les problèmes humains, économiques, sociaux, écologiques, ... s'ils ne bouleversent pas de fond en comble les mécanismes financiers et s'ils ne remettent pas en cause les fonctions classiques de la monnaie¹. Cette chronique, qui pourrait s'intituler "Insécurité financière", donne quelques exemples puisés dans l'actualité récentes d'aberrations auxquelles conduit la foi, le plus souvent aveugle, dont font preuve certains acteurs de la société civile envers les "experts" économistes :

CASINO SYNDICAL

Enfin, ils se sont laissés piéger : les syndicats ont accepté le principe de l'épargne salariale. Le Comité intersyndical d'épargne salariale constitué par la CFDT, la CFTC, la CGC et la CGT vient de publier, mardi 9 avril, une première liste de fonds "labellisés" répondant à l'ensemble de ses critères (meilleur service au meilleur prix, offres socialement responsables et offres accordant une majorité de sièges aux représentants des salariés dans les conseils de surveillance)². Sur 33 offres faites par des sociétés d'investissement, trois ont été sélectionnées : AXA génération, Pacteo (Crédit lyonnais) et Horizon solidarité pour les PME. Un second appel d'offres a été ouvert pour compléter la liste de l'année 2002. Apparemment les responsables syndicaux n'ont pas entendu parler d'Enron. Ils nous diront, bien sûr, que le système français n'est pas le système américain et qu'ils ont pris la précaution de confier leur épargne non pas à une seule entreprise, comme dans le cas d'Enron, mais à plusieurs, de façon à ne pas tout perdre en cas de défaillance de celle dans laquelle ils travaillent : il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier, dit la sagesse populaire. Mais jusqu'où peut-on pousser la diversification ? On voit bien, par exemple, que lorsque les fabricants de téléphones mobiles ou de micro-ordinateurs ont du mal à écouler leur production, c'est toute l'industrie des semi-conducteurs qui souffre à son tour. Plus généralement enfin, un krach boursier est toujours possible.

UNE START-UP EXEMPLAIRE

Mise en dépôt de bilan puis en redressement judiciaire au mois de février dernier, Kalisto, société bordelaise conceptrice de jeux vidéo, vedette jusqu'en 2000 du Nouveau marché, est désormais en liquidation judiciaire³. Au temps où elle flambait, son fondateur et président Nicolas Gaume était courtisé par le grand cinéaste Steven Spielberg qui comptait adapter

un de ses jeux au cinéma. Et même, dit-on, par Bill Gates qui voulait racheter Kalisto. L'inénarrable Ernest-Antoine Sellière l'avait fait entrer au conseil exécutif du Medef et, Jacques Chirac, l'as du mulot, l'avait emmené deux fois avec lui au Japon. En mars 2000 les 51% d'actions de Kalisto détenues par Nicolas Gaume avaient atteint, en un an, la cote de 250 millions d'euros. Mais en mars 2001, le chiffre d'affaire pour l'année 2000 est tombé à 2,9 millions et le bilan affiche une perte de 25 millions. Aucun des jeux de Kalisto ne trouve preneur, même pas sa plate-forme de courses de Formule 1 en ligne, Ultimate Race, sur laquelle Gaume avait tant misé. Sur l'année, le titre a baissé de plus de 90%. En février 2002, la chute était de 98%.

Suivant un scénario désormais classique, on apprend qu'un commissaire aux comptes de l'entreprise Ernst & Young s'était interrogé sur la réalité des comptes 1999, notamment sur les conditions économiques réelles de la vente d'une licence de technologies à une société de droit étranger pour 7 millions de dollars. D'autre part, saisi par une soixantaine d'actionnaires, le cabinet de conseil Deminor soupçonne des malversations et s'interroge sur la communication financière "fantaisiste" de la société. Un associé dénonce des «annonces de chiffre d'affaires et de résultats en constant retrait avec les prévisions roses de son président», des «contrats avec des éditeurs présentés comme signés alors qu'ils n'étaient pas acquis» et, lorsqu'il est question de plan de refinancement «un visa de la Commission des opérations de Bourse sans cesse annoncé et jamais obtenu».

Fin de partie le 10 avril : le Tribunal de commerce de Bordeaux a prononcé la liquidation judiciaire de l'entreprise, après avoir attendu toute la journée l'arrivée de deux chèques de 100.000 euros chacun destinés à payer les salaires du mois de mars (rien n'était prévu pour les salaires d'avril). Le passif de Kalisto s'élève aujourd'hui à 50,3 millions d'euros. La liquidation judiciaire ne met pas fin à l'enquête préliminaire ouverte par le parquet du Tribunal de Grande instance de Bordeaux le 19 mars sur un éventuel soutien abusif des banques (notamment du Crédit lyonnais et de la Banque populaire du Sud-Ouest) qui auraient abandonné environ 30,5 millions d'euros de créances.

Comment peut-on encore prendre au sérieux ces entrepreneurs, ces banquiers, ces hommes politiques qui, pour faire "moderne", croient que c'est en fabriquant des gadgets qu'ils vont assurer la sacro-sainte croissance de l'économie et son corollaire la création d'emplois ???



1. La Grande Relève reviendra plus en détails sur cette question primordiale, dans un prochain numéro entièrement consacré à la monnaie, et élaboré par un groupe de travail d'Attac.

2. Le Monde, 10/04/2002.

3. Le Monde, 12/04/2002.

À l'heure où on veut nous faire croire que la répression peut venir à bout de la violence, je trouve magnifique le travail de certains, qui, anonymement, nous font voir que nous ne sommes pas impuissants et qu'il est possible de réorienter l'énergie de la violence en énergie constructive. Je vous livre ci-dessous l'histoire de la piscine, telle que me l'a racontée B., une institutrice qui essaie de donner la responsabilité des événements qui se passent dans sa classe à l'ensemble des individus qui la composent, elle y compris. Elle apprend à ses élèves le principe de "une personne = une voix". Elle cherche comment mettre en valeur les compétences de chacun, inviter ses élèves à trouver eux-mêmes une solution aux problèmes, au lieu de chercher à qui en revient la faute.

En posant des règles de fonctionnement, en annonçant les risques encourus pour le manquement à ces règles, en montrant ce qu'apporte l'écoute des autres, et en donnant une valeur égale à la parole de chacun, elle a su créer un espace dans lequel la parole, les idées et les opinions circulent, et où les enfants trouvent ensemble les solutions.

En faisant cela, elle a augmenté la motivation de ses élèves pour l'étude, elle leur a appris l'entraide, la coopération (car on peut se dire les choses dans ce cadre protecteur).

Elle en fait des citoyens responsables, elle les conforte dans leur dignité, elle leur a montré qu'on peut vivre en laissant de côté la compétition au profit de la coopération.

Lily.

Une histoire de piscine

Le lundi matin, à partir du 3ème trimestre, notre classe se rend à la piscine. Nous y allons avec une classe CP-CE1 d'un village voisin, et les enfants s'en réjouissent.

La première séance se passe sans difficulté; le maître nageur fait les groupes, j'ai les nageurs, 12 élèves dont 3 de l'autre classe : Arthur (A), Yannick (Y) et Georges (G). Je demande à chaque élève du groupe de se présenter puisque nous allons travailler ensemble tous les lundis.

La deuxième séance se passe aussi sans difficultés réelles : A est absent.

Mais à la troisième séance tout se complique : A, Y et G sont agressifs, ils crient, ils sont toujours tous les trois ensemble, à part, ils n'écoutent pas, ils dépassent les autres. Y pousse G dans l'eau, G fait la tête toute la séance. Les "miens" commencent à se plaindre: «on perd du temps avec eux !» Tout finit en bagarre et insultes dans le bus de retour, avec des menaces de noyade à l'intention des miens pour la semaine prochaine...

Je rentre "remontée" à l'école: j'explique à la directrice que je ne vais pas à la piscine pour faire de la discipline, que ces trois gamins n'en ont rien à faire de moi, que pour eux je ne suis pas un "réfèrent" et qu'ils sont en opposition totale avec les élèves de mon groupe. Comment peut-on gérer une séance de piscine dans ces conditions ? Je tire la sonnette d'alarme.

Il faudrait que je mette en place une "relation de communication". Est-ce possible ? Coup de téléphone au conseiller pédagogique qui nous dit de séparer les perturbateurs dans les groupes de non-nageurs. Coup de téléphone à leur institutrice qui n'est pas franchement d'accord. Comment gérer alors ces groupes ?

Elle va quand même leur en parler. Moi non plus je ne suis pas d'accord: ces trois élèves souffrent. Ils ont un à deux ans de retard. Faut-il une fois de plus les dévaloriser dans une discipline, la natation, où ils pourraient enfin "briller" ?

Je réfléchis tout le week-end; je vais tenter autre chose, un dialogue qui pourrait être positif. Mais pour cela j'ai besoin de mes élèves, alors je décide de tout leur expliquer. Et le lundi matin en arrivant en classe, je les laisse parler de leur week-end et puis j'enchaîne avec le problème de la semaine dernière à la piscine. Je les avais prévenus que je voulais que l'on parle de ce qui s'était passé.

Je commence :

— *J'aimerais vous parler d'A, de Y et de G.*

Et j'écris ces trois noms au tableau. Ils demandent des précisions:

— *A c'est le blond ? Y celui qui a la peau marron et G celui qui est gros ?*

— *Ces trois enfants ne sont pas tout à fait comme vous; le soir après l'école vous rentrez chez vous; eux non, ils ne rentrent pas dans leurs familles, ils sont dans une maison qui accueille les enfants qui ne peuvent pas rentrer chez eux parce que leurs familles ont trop de problèmes.*

C'est le silence, je sens que les enfants sont émus, surpris peut-être ? Je continue:

— *Ces enfants souffrent, ils sont très négatifs. En plus, ils ne sont pas bien dans leur classe.*

— *Oui, ils sont plus grands que les autres.*

— *Et dans notre groupe ils sont 3 alors que vous êtes 9, est-ce qu'ils peuvent être à l'aise ?*

Je leur demande comment ils les perçoivent, je les écoute mais je dois leur expliquer : il y a deux "chefs", A et Y, le troisième, G, les suit. Et je continue :

— *Ces enfants ne savent pas communiquer*

autrement qu'en étant violents et avec des insultes [...] Ils ne savent pas parce qu'ils n'ont pas appris» [...] Ils sont en opposition avec nous; entre eux et nous il y a une relation négative, et j'ai besoin de vous pour que ça change. Alors comment peut-on faire ?

— Moi s'ils me tapent, je les tape.

— Oui mais alors tu es toujours dans le négatif, tu n'ouvres pas sur autre chose.

C'est Patricia qui a la réponse :

— On peut devenir amis.

Alors je me suis tournée vers elle et je lui ai dit :

— C'est exactement ça, tu as raison, on va essayer de devenir amis. Est-ce que vous êtes d'accord pour devenir amis avec eux, pour que cette relation devienne positive ?

Ils ont répondu : oui. Et je les ai trouvés formidables.

— Mais s'ils ne veulent pas ?

— S'ils ne veulent pas je vous expliquerai ce qui se passera après (...) Voilà comment on va faire d'abord pour devenir amis: on va leur dire qu'on a discuté, qu'entre eux et nous, eh bien ! pour le moment ça ne va pas, qu'on est comme ça (et j'ai tapé mes deux poings l'un contre l'autre) et qu'on aimerait devenir leurs amis... S'ils sont d'accord, je leur demanderai de choisir un de vous pour travailler avec lui. Je demanderai au maître nageur de bien surveiller. S'il y a un problème, l'enfant sortira du bain et restera à côté du maître nageur. S'ils ne veulent pas, ils changeront alors de groupe et rejoindront les non-nageurs. Et puis aussi, vous allez faire attention et vous mélanger à eux, pour qu'ils ne soient pas eux d'un côté et nous de l'autre. Je vous préviens, nous allons essayer. Ce n'est pas dit que ça marche, mais nous allons essayer quand même.

Je préviens les enfants que nous ne monterons pas tout de suite au bain mais que nous resterons dans les vestiaires. Ce jour-là, par chance, je n'ai que quatre élèves de ma classe, le groupe est donc plus équilibré.

J'ai prévenu l'autre institutrice dans le bus; elle réplique qu'elle pense que ça ne marchera pas. Je préviens les trois élèves que nous avons à discuter et que nous restons dans le vestiaire. Mes 4 élèves sont assis en face d'A, Y et G. Ces trois enfants sont nerveux, ils ne me laissent pas parler et jouent avec leurs bonnets de bain.

— Si vous ne me laissez pas parler, vous changez de groupe, vous allez avec les non-nageurs, vous n'avez pas le choix.

J'obtiens le silence. Je leur raconte ce que nous avons décidé avec mes élèves et je leur demande si eux aussi veulent devenir nos amis. G est d'accord mais ni Y, ni A. Alors je continue quand même en m'adressant à G. Et je lui demande :

— Comment on va faire ? Comment devenir amis ?

Il me répond :

— C'est faire la paix.



J'approuve :

— Tu sais que c'est beau ce que tu dis: tu as raison, c'est faire la paix.

Et je l'ai encouragé pour qu'il continue :

— C'est être potes.

Il s'est levé et il a rejoint mes élèves. Ensuite, c'est Y qui a parlé, il a demandé ce qui se passerait s'il refusait; je lui ai expliqué; il hésitait et puis il a dit :

— D'abord il faut se dire pardon.

Là aussi je suis allée dans son sens pour qu'il rejoigne G :

— Tu as raison, mais bien sûr avant vous devez vous dire pardon.

Il ne restait plus qu'A qui a finalement lui aussi serré la main de mes élèves. Ils ont choisi un partenaire et comme par hasard ils voulaient tous être avec Charles, celui avec lequel ils s'étaient battus.

Problème de communication, non ?

Nous sommes alors tous montés à la piscine. Arrivés là, j'ai demandé au maître nageur d'être vigilant devant A, Y et G pour qu'ils se rappellent le contrat et qu'ils se rendent compte que ce n'était pas de la rigolade. Et tout s'est bien passé ! Le lendemain nous en avons parlé avec toute la classe.

La semaine suivante, le lundi étant férié, nous n'avons pas été à la piscine. Ensuite, j'étais à nouveau inquiète: comment après 15 jours allait évoluer notre relation avec Y, A et G, où allait-elle en être ? Je décidais juste de mettre en garde mes élèves en leur disant que Y, G et A n'avaient passé le contrat qu'avec la moitié du groupe et que je ne savais pas comment ils allaient réagir avec les autres. Peut-être allait-il falloir recommencer ?

Dans le bus, A est absent. Son institutrice me dit

qu'il est puni parce qu'il a tabassé Y à l'école pour une histoire de goûter et de gros mots. Nous descendons du bus, direction la piscine puis les vestiaires. Et là Evelyne se plaint, Y l'a traitée de ... Je sais donc à quoi m'en tenir, tout est à recommencer avec l'autre moitié du groupe.

Nous restons à nouveau dans les vestiaires, les deux groupes face à face. Y et G égrènent tous les gros mots qu'ils connaissent à l'encontre d'Evelyne. Je suis obligée comme l'autre fois de brandir la menace de les changer de groupe s'ils ne se calment pas. Nous reprenons les pourparlers et comme l'autre fois c'est G qui sauve la situation. Soulagés, nous nous levons,

Y est prêt à partir par la porte de derrière, il le dit à G :

— *Viens, on se casse!*»

Mais G suit les miens, direction la piscine, heureusement!

Les deux dernières séances sont plus sereines, leur instituteur titulaire est revenu.

À la fin Y glisse dans la conversation que l'année prochaine il rejoint sa mère. Je demande à l'instituteur ce qu'il en est pour G et A. A rejoint lui aussi sa mère. Mais G, lui, reste au foyer. C'est donc pour cela qu'à la sortie de la piscine, dans le rang, il avait posé la main sur l'épaule de Michel et lui avait demandé :

— *Tu m'emmènes chez toi ?*

||| **La doyenne de nos lectrices commente ce qu'elle observe depuis son village de montagne :**

Insécurité et lobbying

par Marguerite Laurent

Nous sommes le 13 mars 2002, j'ai entendu ce matin sur *France Inter* des paroles troublantes. Jacques Chirac prétend, pour expliquer la montée de la délinquance en France, qu'actuellement, nous sommes les seuls en Europe (qui se gausserait de nous...) à agir avec "angélisme" envers les malfrats et détruire ainsi notre sécurité.

Ce mot, angélisme, appliqué au gouvernement de la Gauche plurielle, est outrancier et perversement euphémiste. Mais on peut néanmoins poser des questions, par exemple : réussit-on mieux, ailleurs, avec des méthodes répressives plus musclées ? Les États-Unis où les peines infligées aux délinquants sont parfois impitoyables, les États-Unis qui maintiennent envers et contre tout la peine de mort, jouissent-ils actuellement de plus de sécurité que nous ?

Là encore l'expérience de mes 84 ans de vie est riche d'enseignements.

Lorsque, adolescente, avec ma mère, nous traversions de part en part la ville de Grenoble, pour rentrer du théâtre à minuit, nous n'avions pas peur. Nous n'avons jamais été attaquées, ni même importunées, et nos nombreux amis non plus. Pourtant déjà, de nombreux Maghrébins, travaillant aux usines chimiques de Pont-de-Claix, habitaient la ville ou sa banlieue immédiate. Lorsque des pusillanimes s'étonnaient de ce qu'ils appelaient notre imprudence, la réponse qui venait sur toutes les lèvres était : «*Nous ne sommes pas à Chicago !* »

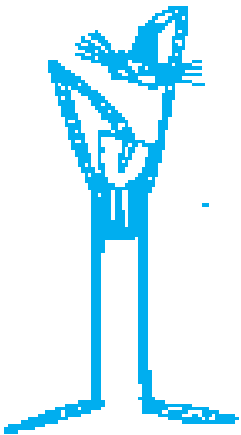
Je m'adonne en ce moment à une étude sur la délinquance et sur les remèdes à y apporter. Parmi d'autres, j'arrive à cette observation qu'au

moment où Grenoble (et d'autres villes) était sereine, *l'argent sale* — celui de la drogue, qui empoisonne les corps et les consciences — tenait beaucoup moins de place dans notre économie...

À cela, un seul remède vraiment efficace : arrêter son blanchiment, car si cet argent n'était pas blanchi par des gens apparemment très honorables (qui sont d'ailleurs souvent parmi les premiers à crier "au loup" afin de créer une psychose de peur aveugle), ce dangereux commerce clandestin cesserait de lui-même. Et je me réjouis de voir notre juge d'instruction norvégienne, Eva Joly, rejoindre son pays d'origine pour s'atteler à la détection et à la pénalisation des grands fléaux, sournois comme celui-ci, de notre XXI^{ème} siècle. Si elle réussit, la Paix du monde et notre sécurité y gagneront beaucoup.***

Avec l'entrée dans l'Europe de plusieurs pays comptant encore de nombreux agriculteurs, une révision de la Politique Agricole Commune (PAC) va s'imposer. Mais il me semble qu'avant de prendre des décisions, la concertation des divers organismes de la profession s'impose.

L'essentiel (80%) des aides à l'agriculture française sont actuellement attribuées aux zones céréalières les plus riches, et le comble est que les céréaliers reçoivent ces indemnités... pour "geler" (laisser en friche) leurs belles terres de plaine. Alors que nous, agriculteurs de zones défavorisées, voyons nos handicaps très modestement compensés par quelques primes, subordonnées, par de lourdes paperasseries, à



des exigences qu'il est parfois difficile de satisfaire. Et dans notre région de montagne, déjà sinistrée par ailleurs par la fermeture simultanée des houillères du Dauphiné, des entreprises et des industries de La Mure, notre chef-lieu de canton, il est vital de soutenir tout ce qui peut conserver de l'activité, ce qui est le cas de l'agriculture.

Il faudrait donc que cela change...

Mais à la lecture d'un article paru en février dans *Le Dauphiné libéré*, je m'inquiète profondément : il décrit le rôle que s'apprête à jouer la FNSEA (Fédération Nationale des Exploitants Agricoles) auprès des pouvoirs publics. Ce syndicat d'agriculteurs est majoritaire, et dans son conseil d'administration, les riches céréaliers sont majoritaires. La PAC favorisant de façon scandaleuse ces derniers, la FNSEA ne s'élèvera pas contre elle. On a déjà vu son attitude à l'occasion du drame de la "vache folle" : la Confédération paysanne voulait que les fournisseurs de farines animales contaminées soient entendus, voire pénalisés s'ils le méritaient, mais la FNSEA, véritable féodalité dans l'État, loin de s'associer à cette requête pourtant justifiée, en a profité pour s'en prendre au ministre de l'agriculture : son président d'alors, Luc Guyau, a tenté de jeter le discrédit sur tout le gouvernement, pour la simple raison qu'il était à majorité socialiste. Au cours de la législature qui s'achève, j'ai été révoltée par les attaques directes de Luc Guyau, lançant à la télévision : «*Glavany veut la guerre, nous allons la lui déclarer*». Sans parti pris, j'apprécie Jean Glavany, son intelligence, son socialisme dans



son fondement moral. S'il n'a, souvent, récolté que le scepticisme des agriculteurs en difficulté, même des plus pauvres, c'est que ceux-ci n'ont pas eu une claire conscience des "murs" qui ont été dressés devant lui.

L'avenir des zones défavorisées en agriculture ne peut pas dépendre de la seule FNSEA. La Confédération paysanne et les commissions d'études des divers partis politiques doivent s'exprimer...

La campagne des législatives le permettra-t-elle ?

Frêle digue

par Jean le Rigolleur

On peut comparer l'extrême droite à une rivière endiguée dont le manque d'entretien de ses digues a fait que ce qui devait arriver, arriva : une digue a lâché laissant se répandre tout un flot d'idées nauséabondes. Comme en pareil cas il y a urgence et que, dans l'urgence il faut des mesures exceptionnelles, le vote Chirac fera l'affaire pour colmater la brèche. Mais après ?

Il y a un proverbe africain qui dit qu'il y a des coups de massue qui rendent lucide. Puisse le résultat de ces élections servir d'électro-choc ! Mais le mal est déjà fait, et pas la peine d'incriminer l'abstention (en Belgique où le vote est obligatoire, l'extrême droite frôle les 20%) car la responsabilité incombe aussi bien à cette droite, en panne d'idée, si ce n'est l'irrésistible volonté de revenir au pouvoir comme si c'était sa place légitime, qu'à cette gauche caviar qui a cru que se proclamer socialiste suffisait à s'assurer le vote des "couches populaires". D. Strauss-Kahn a même écrit dans son dernier livre qu'il fallait "cibler" les classes moyennes plutôt que les couches populaires. On voit le résultat !

Puisse ce coup de pied dans la fourmilière redessiner un nouveau monde politique, avec de nouvelles têtes, qui auront à cœur de répondre, non aux corporatismes, mais aux aspirations de la base, en redonnant l'espoir. L'urgence est là et si rien n'est entrepris dans ce sens, l'orage qui risque d'arriver gonflera le flot d'idées nauséabondes de la rivière qui balaiera le malheureux barrage d'urgence de la digue.

Au fait, que répond le Medef aux élucubrations économiques de Le Pen ?

Les élections en France ne peuvent pas nous faire oublier le drame du Proche-Orient. Nous n'avons guère d'autres informations que celles diffusées par les grands médias, mais Paul Vincent a découvert quelque chose de révoltant et lourd de signification que nous n'avions pas vu dans la presse :

Les nouveaux emplois au Proche Orient

par Paul Vincent

J'ai assisté lundi 15 avril à une réunion dans une salle du Sénat, où il a été rendu compte de la mission en Israël et en Palestine, du 18 au 21 mars, d'une délégation sénatoriale composée de six sénateurs appartenant aux six principaux groupes parlementaires. J'ai entendu des témoignages de personnalités aussi différentes que Danielle Bidard, sénateur communiste de Seine-Saint-Denis, Michel Pelchat, sénateur UDF de l'Essonne, Claude Cheysson, ancien ministre des Relations Extérieures sous François Mitterrand, le Père Lelong, des représentants d'associations protestantes ou d'organisations caritatives diverses, qui décrivent tous une situation épouvantable (et qui n'a fait qu'empirer depuis leur passage). Les humiliations ne sont pas seulement pour les Palestiniens, mais également pour tous ceux, appartenant à des organismes officiels ou à des ONG, qui veulent leur venir en aide et qui voient détruire sous leurs yeux les établissements et les infrastructures qu'ils avaient contribué à réaliser dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la santé, ou autres. Il semblerait que, dépassés par cet

engrenage de violence, certains dirigeants israéliens voudraient une complète séparation entre Israéliens et Palestiniens, ce qui ne serait pas sans conséquences économiques pour les uns et les autres. Mais les Israéliens auraient déjà envisagé la solution suivante: importer massivement des Asiatiques, en particulier des Thaïlandais, pour les besoins ingrates que les Palestiniens venaient accomplir chez eux chaque jour depuis leurs zones-dortoirs. Ils pourraient aussi être tentés de les faire participer à la mise en valeur d'implantations juives isolées au milieu des zones palestiniennes hostiles et dans lesquelles ils ont de plus en plus de mal à faire venir des colons israéliens.

Je pense que, quelles que puissent être leur situation et leurs difficultés actuelles, ce n'est pas dans ces conditions-là que des Thaïlandais ou d'autres immigrés du Tiers-Monde trouveraient une vie meilleure. Il conviendrait donc éventuellement de les mettre en garde contre les situations dramatiques dans lesquelles ils risqueraient de se trouver et de ne pas favoriser une telle entreprise.

Autre information, un texte de 1982 découvert et transmis par Jean-Claude Pichot, qui vous demande de deviner qui a osé dire :

«Je me porte volontaire pour faire ce sale travail pour Israël, de tuer autant d'Arabes qu'il est nécessaire, de les déporter, de les expulser, de les brûler, de faire que le monde entier nous haïsse, de tirer le tapis de dessous les pieds des Juifs de la diaspora, ce qui les forcera à courir vers nous en pleurant. Même s'il faut faire sauter une ou deux synagogues par-ci par là, cela m'est égal.»

RÉPONSE : c'est ARIEL SHARON dans une interview publiée en 1982 par le quotidien israélien Davaz.

Édifiant, non ?

Il aura mis vingt ans pour réaliser son rêve, mais il est en train d'y parvenir...

Et la Tchétchénie ?

La Fédération internationale des droits de l'Homme dénonce le grave manquement à leur mission commis par la Commission des droits de l'Homme de l'ONU et par les instances européennes. Jean-Claude Pichot a relevé le communiqué de son Comité Action-santé-environnement :

Mépris scandaleux à l'égard des victimes du conflit

par Richard Lapujade

Tandis que des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité continuent d'être perpétrés en Tchétchénie, l'ONU et les instances européennes font preuve d'une complaisance inadmissible à l'égard des autorités russes, en totale contradiction avec leur vocation et mandat en matière de défense des droits de l'Homme. Surtout, elles affichent un mépris scandaleux à l'égard des victimes du conflit en Tchétchénie.

La Commission des droits de l'Homme de l'ONU en session depuis le 18 mars 2002 vient de faire échec aujourd'hui à un projet de résolution sur la Tchétchénie : 16 voix contre, 15 voix pour et 21 abstentions. La Commission des droits de l'Homme cède aux pressions des autorités russes et leur accorde un blanc seing total. Les arguments avancés de façon fallacieuse et systématique relatifs à la lutte contre le terrorisme ont "séduit" les États membres de la Commission. La "campagne internationale de lutte contre le terrorisme" a encore reporté une victoire au mépris le plus grand des règles de l'État de droit.

Les instances européennes témoignent d'une même faillite.

Le Conseil de coopération entre l'Union européenne et la Fédération de Russie réunit le 16 avril 2002 s'est illustré par une absence de toute référence aux droits de l'Homme y compris au déroulement de la guerre en Tchétchénie. Les Européens se sont limités à aborder des questions relatives à la coopération économique et commerciale.

Dans le même temps, le Secrétaire général du Conseil de l'Europe a remis le 16 avril une médaille du Mérite au Représentant spécial du Président Russe pour les droits de l'Homme en Tchétchénie pour ses "efforts", avant de se rendre à Moscou pour évoquer le prolongement du mandat des experts du Conseil de l'Europe et discuter en terme très général du rôle de la Russie au sein de la communauté internationale. Et cela, alors que pas un mot n'est prononcé sur la poursuite des violations systématiques des droits de l'Homme à l'encontre de la population civile en Tchétchénie. Comble du cynisme, le Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe apporte son entier soutien à cette nomination de M. Kalamanov.

En outre, le Comité des ministres continue de se faire remarquer par un silence complice, lourd de conséquences.

Enfin, l'Assemblée parlementaire a choisi de ne pas mettre à l'ordre du jour de sa prochaine session qui débute lundi 22 avril l'adoption d'une résolution sur la Tchétchénie, préférant une simple discussion à l'issue de la présentation du rapport du Groupe de travail conjoint de la Douma et de l'Assemblée parlementaire.

Ces faits témoignent de la faillite de la politique européenne et du Conseil de l'Europe à réagir avec la fermeté qui s'impose au regard de la guerre qui perdure en Tchétchénie.

Face à ce terrible constat d'incohérence et de lâcheté de la part de la communauté internationale, que peuvent attendre les victimes pour que leurs voix soient entendues?

Paris, le 19 avril 2002.

FERMONS EUROSATORY!

Comme elle l'a déjà fait pour les Salons Milipol et du Bourget, où ses militants s'étaient enchaînés à un hélicoptère d'EADS, géant européen du commerce de la mort, l'**Union pacifiste** prépare une action non-violente, mais active, contre Eusatory. Ce salon de l'armement, réservé aux professionnels de la guerre, qui y viennent vendre et acheter chars, missiles, etc., a lieu à tous les deux ans et se tiendra cette année à Villepinte (près de Paris), car malgré le code de conduite européen, la France exporte et/ou établit une coopération militaire avec plus de 50 pays et on attend à Eurosatory des représentants venus de Turquie, Pakistan, Inde, Russie, etc. et autres pays qui ne respectent pas les droits de l'homme. «Où seront les prochaines guerres ? — Il n'y a qu'à regarder la nationalité des visiteurs/ acheteurs de ce supermarché de la mort pour le deviner.»

Parce que la France organise ce salon, parce qu'elle est le 3ème producteur d'armes au monde, parce que les guerres dans les Balkans, au Timor, en Tchétchénie ou au Kurdistan, entre autres, sont là pour rappeler que ces armes sont utilisées, l'**Union pacifiste** invite tous ceux qui sont opposés aux ventes d'armes à venir manifester avec le collectif **Fermons Eurosatory** devant le salon Eurosatory de Villepinte, du 15 au 18 juin 2002.

Collectif Fermons Eurosatory
BP 229, 81 006 ALBI cedex
courrier@fermons-eurosatory.com
web : www.fermons-eurosatory.com



Le chaud et froid d'un week-end

Créée à l'initiative de l'Alliance Rhin supérieur-Oberrhein (ARSO) et de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, la **Maison de la Citoyenneté Mondiale**, au 20 de la rue Paul Schutzenberger, a été inaugurée à Mulhouse le 19 avril dernier.

Après un accueil très convivial au cours de l'après-midi de ce vendredi, Roger Winterhalter, qui en est, avec Brigitte, l'instigateur et la cheville ouvrière, expliqua en présentant ses divers partenaires que cette Maison de la Citoyenneté Mondiale (MCM) se veut «un lien qui favorise l'expression, libère les énergies, contribue

à l'émergence d'un nouvel imaginaire collectif» et que son activité repose sur «l'action citoyenne et l'économie solidaire».

La conférence-débat qui suivit cette présentation avait pour thème «Vers une assemblée mondiale de citoyens». Pierre Calame, directeur de la Fondation pour le progrès de l'Homme, donna un aperçu des conclusions tirées de l'Assemblée mondiale de citoyens. Cette assemblée, qui s'est tenue à Lille du 2 au 10 décembre 2001, avait pour but de réfléchir à la construction d'une «autre mondialisation» : sortir du modèle actuel de développement et s'opposer à ce que le monde soit réduit à une marchandise.

Deux grandes certitudes y sont apparues :

- 1.- la mondialisation est un fait désormais incontournable ;
- 2.- le monde est en train de vivre une série de mutations extraordinaires.

Mais de ces mutations, les hommes politiques ne semblent pas avoir la moindre idée. Il n'y a qu'à voir l'indigence de leurs programmes électoraux, remarqua l'orateur. Elles constituent pourtant «autant de chances de progrès que de risques de voir s'accroître les inégalités

sociales et les déséquilibres écologiques».

«L'essentiel est de ne pas laisser les grands acteurs politiques et économiques conduire seuls ces mutations. Trop prisonniers de leurs propres logiques, ils ne pourront que nous mener à une crise mondiale permanente, devenu manifeste depuis les attentats du 11 septembre aux États-Unis».

Réunie à l'initiative de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, l'Assemblée de Lille a constitué une étape décisive dans la collecte et l'identification de propositions émanant de différents acteurs de la société, de différentes régions du monde. Ces propositions seront éditées en plusieurs langues par un réseau interculturel d'éditeurs associatifs pour être largement diffusées et débattues au cours des années qui viennent :

On peut trouver ces documents (provisoires) auprès de la Fondation Charles Léopold Mayer (FPH), 38 rue Saint Sabin, 75011 Paris ou sur le site internet : [http:// www.alliance21.org/fr/proposals](http://www.alliance21.org/fr/proposals)

Le lendemain, samedi, c'était un forum citoyen, organisé par le CATS (Citoyens Actifs pour la Transformation Sociale) qu'abritait la nouvelle MCM, afin de débattre sur «Sécurité-insécurité, une affaire de citoyens» avec la participation de Christian Guinchard, sociologue à l'Institut Supérieur Social de Mulhouse. La conclusion à tirer de cette discussion très animée fut clairement que la solution n'est pas la répression tout azimut.

Profitant du fait qu'à Mulhouse trois pays (le «triangle» France, Allemagne, Suisse) sont très voisins, la MCM permit une rencontre et une présentation de la démarche des précaires et exclus des trois frontières. Une Table ronde y fut organisée sur le thème «la précarité est-elle une fatalité ? Si le travail est un droit, le revenu est certainement un dû». Elle fut l'occasion pour Manfred Reist, journaliste suisse, de faire un historique de la lutte contre la misère et de présenter les principes et les différentes formes de redistribution d'un revenu venant en aide aux pauvres : impôt négatif, RMI, allocation universelle. Après quoi Marie-Louise Duboin montra ce qu'apportait de plus le projet d'une véritable distribution des revenus dans le cadre d'une économie basée sur la solidarité, ou économie distributive.

Le public ayant largement participé aux discussions, ceci permit encore une fois de constater à quel point le fait que d'extraordinaires mutations sont en train d'affecter la société humaine, comme l'avait dit Pierre Calame la veille, comme l'a répété M-L Duboin en commençant, n'est toujours pas encore entré dans les esprits : très nombreux sont encore ceux qui ne parviennent pas à imaginer qu'un lien social puisse être créé hors de l'emploi salarié.

Il reste qu'au cours de leurs rencontres pendant ces deux jours, les visiteurs de la MCM ont pu découvrir les multiples facettes de ce que peut être une véritable action citoyenne.

Les choses avaient donc fort bien commencé ce week end... qui s'acheva autrement avec les résultats du premier tour.



De qui est-ce?

Roger-Louis Junod soumet à nos lecteurs la devinette suivante :

De qui est cette description de la «*la transformation des capitaux privés en un capital social unitaire, exploité par le travail de tous*» ? Il s'agit d'un personnage de roman, créé par un auteur très connu qui lui fait dire : «*Imaginez une société où les instruments de la production sont la propriété de tous, où tout le monde travaille selon son intelligence et sa vigueur, et où les produits de cette coopération sociale sont distribués à chacun, au prorata de son effort. Rien n'est plus simple, n'est-ce pas ? une production dans les usines, les chantiers, les ateliers de la nation ; puis, en échange, un paiement en nature. S'il y a un surcroît de production, on le met dans des entrepôts publics, d'où il est repris pour combler les déficits qui peuvent se produire. C'est une balance à faire. Et cela, comme d'un coup de hache, abat l'arbre pourri. Plus de concurrence, plus de capital privé, donc plus d'affaires d'aucune sorte, ni commerce, ni marché, ni bourses. L'idée de gain n'a plus aucun sens. Les sources de la spéculation, de l'argent gagné sans travail sont taries* ».

Vers la fin du roman, le visionnaire évoque à nouveau sa «*cité de la justice et du bonheur*» où «*tous travaillent, d'un travail personnel, obligatoire et libre. La nation n'est qu'une société de coopération immense, les outils deviennent la propriété de tous... Plus d'argent et dès lors, plus de spéculation, plus de vols, plus de trafics abominables*» etc.

Au premier de nos lecteurs qui nous enverra le titre du roman et les noms de l'auteur et de son personnage, nous promettons un abonnement du journal pour un an à l'adresse qu'il nous désignera.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

R. Labesse 28,53 – E. Mathieu 127,9 – Melle Clouet 8,53 – A. Dauteau 9,0 – Mme Escurpeyrat 22,87 – A. Villegier 28,53 – L. Dalban-Moreynas 3,53 – J.-M. Forcade 8,53 – G. Lecaille 23,53 – J.-J. Filhos 3,53 – G. Oostenbroek 13,53 – R. Carpentier 18,53 – Mme Cart 1,53 – Mme Casanova 41,8 – M. Donadio 28,53

Total 368,46 euros *Merci à tous !*

Cette souscription nous permet de modérer le prix du journal et aussi d'en faire le service gratuit à ceux que sa lecture intéresse mais qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement. Il leur suffit pour cela de se signaler au journal en indiquant leur adresse (sachant que nous ne communiquons aucune adresse de lecteur à quiconque).

Rappelons à nos fidèles abonnés que la date d'échéance de leur abonnement est clairement portée sur la bande d'envoi de leur journal, sous leur adresse, en dernière ligne, à droite. Pour ne pas les bousculer... et pour nous éviter l'envoi d'une lettre de rappel, nous continuons à leur faire le service plusieurs fois après cette échéance. Nous les remercions d'en tenir compte, soit pour nous régler à temps, soit pour nous prévenir s'ils ne souhaitent plus recevoir le journal.



L'économie distributive, proposée par J. Duboin, est la conséquence logique des progrès de la science : il s'agit de mettre fin au paradoxe de l'homme inventant une machine pour travailler à sa place... mais qui ne travaille pas pour lui !

EN RÉSUMÉ :

Tout ce qui est utile, matériellement et écologiquement possible, l'est financièrement. Tous les citoyens reçoivent un pouvoir d'achat dont la masse totale correspond aux biens et services mis en vente. Ce "revenu social" est versé en "monnaie de consommation" et permet au consommateur de choisir ses achats. Cette réforme fiscale rend tout impôt inutile.

La production n'est pas dirigée, mais les efforts sont orchestrés en vue d'obtenir le plus grand rendement possible avec le minimum de peine. Le travail humain nécessaire pour assurer tant les services publics que la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'équipement, son extension et ses perfectionnements) revêt la forme d'un "service social" accompli par roulement.

Ce système économique ne fait disparaître aucun de nos droits politiques, mais il les complète de droits économiques sans lesquels ils n'ont pas de sens, car **pour vivre libre, il faut avoir de quoi vivre !**

SUGGESTIONS DE LECTURES

• KOU, L'AHURI

ou **LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE.**

Un livre plein d'humour, écrit par Jacques Duboin en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge en 1996.

(prix 9,90 € franco).

• LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.

Écrit par Marie-Louise Duboin sous la forme d'un roman pour expliquer à l'aide d'exemples les mécanismes de l'économie proposée et pour montrer ce qu'elle apporte à la société.

(16,70 € franco).

• UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN.

Texte d'une conférence, rédigé par André Prime.

(3,80 € franco).

• ET SI ON CHANGEAIT ?

Résumé en bande dessinée par J. Vignes-Elie.

(3,80 € franco).

- quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels, ce sont par exemple N°972 LA FIN DE QUEL TRAVAIL ? N°984 MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ? N°989 RETRAITES : L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION, N°992 L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).

on peut les commander au journal, BP 108, 78115 Le Vésinet cédex.

TARIF DES ABONNEMENTS POUR UN AN (11 numéros) :

France (régime intérieur pour la Poste)	21,47 €.
ou abonnement de soutien (deux exemplaires) ...	38,20 €.
DOM	23,45 €.
TOM	26,20 €.
<u>Extérieur</u> , suivant les zones de la Poste :	
Zone 1 (Belgique, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Luxbg)	25,27 €.
Zone 2 (Espagne, Grande-Bretagne, Suisse)	24,92 €.
Zone 3 (Canada, États-Unis)	27,12 €.
Zone 5 (Amérique du Sud)	28,97 €.

RÈGLEMENTS

à l'ordre de **La Grande Relève**
par CCP :

N° 13 402 39 M Paris

ou par mandat international :

IBAN = **FR 46 30041 00001 13 402 39 M 020 88**

ou par mandat ou chèque bancaire adressé :

BP 108

78115 LE VÉSINET Cédex.

La Grande Relève

**MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE
VERS LA DÉMOCRATIE EN ÉCONOMIE**

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : Anne-Laure WITSCHGER, LASSERPE.

Impression : ARTIS Diffusion : NMPP

Commission paritaire N°57434 - ISSN : 0398-2076

Adresse postale BP 108 78115 Le Vésinet Cédex

Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr

Site internet : <http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/>

